



## Conseil économique et social

Distr.: Générale  
9 février 2007

Français  
Original: Anglais

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

#### Seizième session

Vienne, 23-27 avril 2007

Point 4 de l'ordre du jour provisoire \*

**Tendances de la criminalité dans le monde et mesures prises:  
intégration et coordination de l'action que l'Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime et les États Membres mènent dans le  
domaine de la prévention du crime et de la justice pénale**

### Activités des instituts qui composent le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

#### Rapport du Secrétaire général

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1-2	3
II. Activités de l'Institut interrégional de recherche sur la criminalité et la justice. . . . .	3-4	3
III. Activités des instituts régionaux et affiliés . . . . .	5-16	3
A. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient. . . . .	5	3
B. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine. . . . .	6	5
C. Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies . . . . .	7	7
D. Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants . . . . .	8	9

\* E/CN.15/2007/1.



---

E. Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale . . . . .	9	10
F. Institut australien de criminologie . . . . .	10	12
G. Institut supérieur international des sciences criminelles . . . . .	11	14
H. Université arabe Nayef des sciences de sécurité . . . . .	12	16
I. Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis . . . . .	13	16
J. Centre international pour la prévention de la criminalité . . . . .	14	17
K. Institut d'études sur la sécurité . . . . .	15	19
L. Institut coréen de politique en matière de justice pénale . . . . .	16	20
IV. Activités du Conseil consultatif scientifique et professionnel international . . . . .	17-22	21

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport, qui récapitule les activités menées par les instituts qui composent le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en 2006, a été établi conformément aux résolutions du Conseil économique et social 1992/22 du 30 juillet 1992, 1994/21 du 25 juillet 1994 et 1999/23 du 28 juillet 1999, sur la base des informations communiquées par lesdits instituts.

2. Il y a lieu de souligner d'emblée l'importance que revêtent les activités menées conjointement par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Le Directeur de la Division des traités de l'ONUDC a présidé la réunion de coordination de 2006 du réseau, et l'ONUDC a mené pendant toute l'année 2006 une coopération bilatérale avec plusieurs membres du réseau.

## **II. Activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice**

3. Conformément aux statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) (résolution 1989/56 du Conseil économique et social, annexe), le Conseil de direction de l'Institut interrégional a présenté un rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa quinzième session, qui s'est tenue en novembre 2005 (E/CN.15/2006/6).

4. Le Conseil de direction de l'Institut ne s'est pas réuni en 2006 car le nouveau Directeur n'avait pas encore été recruté. Il a donc été décidé de soumettre à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale un rapport sur les activités de l'Institut en 2006 sous la forme d'un document de séance.

## **III. Activités des instituts régionaux et affiliés**

### **A. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient**

5. Pendant la période considérée, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI) a notamment réalisé les activités suivantes:

a) *Formation:*

i) Le 132<sup>e</sup> cours international de formation sur le renforcement du régime juridique pour lutter contre le terrorisme s'est déroulé du 10 janvier au 9 février 2006;

ii) Le 133<sup>e</sup> cours international de formation sur l'efficacité de la prévention et l'amélioration du traitement des délinquants sexuels a eu lieu du 15 mai au 23 juin 2006;

- iii) Le 134<sup>e</sup> cours international de formation sur les difficultés rencontrées dans les enquêtes, les poursuites et le jugement en matière de criminalité transnationale organisée s'est déroulé du 28 août au 6 octobre 2006;
  - iv) Le onzième séminaire spécial à l'intention des responsables du système de justice pénale de la République populaire de Chine sur la mise en place d'un système de justice pénale capable de relever les défis de la mondialisation et tenant compte de l'avis des citoyens a eu lieu du 20 février au 9 mars 2006;
  - v) Le deuxième séminaire sur la justice pénale en Asie centrale consacré à un système de justice pénale adapté aux besoins de l'ère nouvelle, s'est tenu du 27 février au 16 mars 2006;
  - vi) Le troisième cours spécial de formation sur le renforcement des moyens de lutte contre la corruption en Thaïlande a eu lieu du 6 au 27 avril 2006;
  - vii) Le premier cours spécial de formation sur la relance du système des assistants de probation bénévoles du Service de la liberté surveillée et de la probation des Philippines s'est déroulé du 28 juin au 11 juillet 2006;
  - viii) Le septième cours spécial de formation sur le système de traitement des délinquants mineurs au Kenya s'est tenu du 10 octobre au 2 novembre 2006;
  - ix) Le neuvième cours spécial de formation sur la lutte contre la corruption dans le cadre de la justice pénale s'est tenu du 18 octobre au 17 novembre 2006;
  - x) Le cinquième séminaire de l'Agence japonaise pour la coopération internationale-Net sur la relance du système des assistants de probation bénévoles aux Philippines s'est déroulé du 5 au 7 décembre 2006;
- b) *Coopération technique:*
- i) Deux professeurs de l'Institut se sont rendus au Kenya, du 6 août au 10 septembre 2006, pour aider à renforcer les services du Département de l'enfance du Ministère de l'intérieur et du patrimoine national;
  - ii) Deux professeurs de l'Institut se sont rendus en mission au Costa Rica et en El Salvador, du 17 juillet au 6 août 2006, pour organiser conjointement avec l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine un cours sur la réforme du système de justice pénale en Amérique latine, qui s'est tenu au Costa Rica du 25 juillet au 2 août 2006, et un séminaire de suivi consacré à la situation spécifique d'El Salvador, qui s'est tenu le 21 juillet 2006;
  - iii) Un professeur de l'Institut s'est rendu aux Philippines, du 2 au 16 septembre 2006, afin d'apporter une assistance technique pour les cours de formation dispensés par le Service de la liberté surveillée et de la probation du Ministère de la justice à l'intention des agents locaux de probation et des assistants de probation bénévoles;
  - iv) Le troisième cours national de formation sur le renforcement des moyens de lutte contre la corruption en Thaïlande, s'est déroulé du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2006;
- c) *Publications.* En février 2006, l'Institut a publié le rapport de l'atelier sur la lutte contre la criminalité économique, y compris le blanchiment d'argent, qui avait été

organisé pendant le onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

## **B. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine**

6. Durant la période considérée, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine a organisé les activités suivantes:

a) *Lutte contre la criminalité transnationale organisée:*

i) Ratification et application des instruments universels contre le terrorisme (en coopération avec l'ONUUDC):

a. Le consultant du Service de la prévention du terrorisme affecté à l'Institut a participé à la réunion annuelle des fonctionnaires et des consultants travaillant pour le Service, qui s'est tenue à Vienne en mars 2006;

b. L'Institut a contribué à l'organisation et au déroulement de la Conférence ministérielle sur la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, qui s'est tenue à Panama du 4 au 7 avril 2006 et qui a donné lieu à l'adoption de la Déclaration de Panama (A/60/820, annexe);

c. L'Institut a aidé à organiser un atelier national pour le Costa Rica sur le cadre juridique et les instruments de coopération internationale qui sont nécessaires pour lutter contre le terrorisme et son financement;

ii) Ratification et application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe II);

iii) En collaboration avec l'ONUUDC, l'Institut a organisé à San José un séminaire de haut niveau à l'appui de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;

b) *Programme sur les systèmes pénaux et les droits de l'homme.* L'Institut, en collaboration avec l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, a organisé, du 27 mars au 7 avril 2006, un voyage d'observation des systèmes pénaux au Danemark et en Suède pour les responsables des systèmes pénaux du Costa Rica, d'El Salvador, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou et de la République dominicaine. En outre, cinq ateliers nationaux se sont déroulés pendant la période examinée avec la participation d'une centaine de fonctionnaires des systèmes de justice pénale de chaque pays. En coopération avec le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Institut a organisé à Bluefields, en août 2006, un séminaire consacré aux conditions de détention sur la côte atlantique du Nicaragua;

c) *Programme sur les actes criminels commis avec violence par des mineurs.* En collaboration avec le Bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Mexique, l'Institut a organisé une réunion de travail en octobre 2006 pour examiner les principaux enseignements dégagés à ce sujet en Amérique latine et en Europe, qui

pourraient être appliqués au Mexique au vu de sa récente réforme de la justice pénale des mineurs;

d) *Programme concernant les femmes, la justice et la parité des sexes:*

i) Les activités suivantes ont été organisées en 2006: une formation sur le manuel *Gender and justice in the prosecutorial function*, avec le soutien financier du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme; un stage sur la problématique hommes-femmes à l'intention des coordonnateurs pour les questions concernant la parité des sexes dans le système judiciaire des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (San José), avec le soutien financier du Fonds des Nations Unies pour la population; la septième réunion des femmes juges d'Amérique latine (Cancun, Mexique); et un séminaire sur le droit et la violence contre les femmes pour des organisations non gouvernementales d'Amérique centrale (San José), avec le soutien financier de l'organisation non gouvernementale Oxfam;

ii) Pendant la même période, les activités suivantes ont été réalisées à San José: une formation aux droits des personnes handicapées pour des juges; une formation sur la violence contre les personnes handicapées pour des magistrats de l'ordre judiciaire; un atelier sur la suppression des obstacles et la création de possibilités; un atelier sur les droits des personnes handicapées pour les fonctionnaires de l'ordre judiciaire; un débat sur la loi 7600 et le système éducatif dans le cadre du deuxième séminaire sur le mongolisme; et un atelier sur la masculinité et les addictions pour les employés municipaux;

iii) À Guanajuato (Mexique), des conférences sur la réparation en cas d'atteinte aux droits des victimes et sur la parité des sexes comme instrument judiciaire ont été organisées pour des fonctionnaires du Ministère de la femme du Guanajuato;

e) *Programme de formation contre la violence dans la famille:*

i) L'Institut a participé au septième congrès de psychothérapie d'Amérique latine, tenu à Panama en septembre 2006;

ii) L'Institut a animé, en collaboration avec le Bureau du Secrétaire pour l'enfance et la famille, un séminaire sur les politiques publiques en faveur des enfants et de la famille destiné à former des équipes techniques issues des communes de Salta (Argentine), de même que des fonctionnaires de police, des agents de santé publique et le grand public;

iii) En novembre 2006, le premier forum sur la sécurité humaine, et notamment la prévention des traumatismes chez les enfants et les adolescents, a été organisé à San Salvador pour des psychologues, des travailleurs sociaux et des fonctionnaires;

iv) Le même mois, l'Institut a organisé un atelier sur la parité des sexes, la violence et les traumatismes à Mexico, en collaboration avec le programme de maîtrise et de doctorat en médecine et santé dentaires et l'Institut national de psychiatrie "Ramon de la Fuente Muñoz";

f) *Programme de formation sur la réforme du système de justice pénale:*

i) Suite au premier cours régional, une mission d'assistance technique s'est rendue en El Salvador avec la participation de la Fondation pour les études sur l'application de la loi comme homologue national;

ii) En juillet 2006, l'Institut, en collaboration avec l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient et l'Organisme japonais de coopération internationale, a organisé à San José le deuxième cours international de formation sur la réforme du système de justice pénale en Amérique latine;

g) *Programme de justice réparatrice.* L'Institut, en coopération avec la Commission nationale du Costa Rica pour l'amélioration de l'administration de la justice, a organisé le premier Congrès national sur la justice réparatrice, qui s'est tenu à San José en juin 2006 avec la participation d'experts nationaux et internationaux sur le sujet. Le Congrès a donné lieu à la publication d'un document sur l'approche théorique et pratique de la justice réparatrice au Costa Rica;

h) *Programme pour les jeunes.* Le Programme a été élaboré conjointement par l'Association des jeunes pour la prévention du crime et l'intégration sociale et culturelle des jeunes socialement défavorisés et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'Institut fournit un appui politique, institutionnel et logistique. En 2006, le Programme a participé à deux manifestations à San José: le séminaire/atelier sur la sécurité des citoyens organisé dans le cadre du programme "Agents of change" de la Fondation Friedrich Ebert, et l'atelier international organisé par le programme sur les systèmes pénaux et les droits de l'homme de l'Institut et par l'Institut Raoul Wallenberg.

## **C. Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies**

7. En 2006, les principales activités réalisées par l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, ont notamment été les suivantes:

a) *Enquête sur la violence contre les femmes.* L'Enquête internationale sur la violence contre les femmes, qui a été lancée en 1997, s'est poursuivie avec l'élaboration d'un rapport comparatif fondé sur les résultats obtenus dans neuf pays, qui sera disponible début 2007. Les travaux ont également été axés sur la création d'un service Internet pour les pays désireux de réaliser l'enquête et pour les chercheurs souhaitant effectuer une analyse secondaire avec les données recueillies. Des informations sur les résultats ont été communiquées aux fins de l'étude du Secrétaire général sur la violence contre les enfants. La coopération avec la Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat s'est également poursuivie;

b) *Septième, huitième et neuvième enquêtes des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale.* La validation et l'analyse des données de la huitième enquête, couvrant la période 2001-2002, ont commencé en 2005, et la validation de la neuvième enquête, couvrant la période 2003-2004, a débuté à la fin de l'année 2006. Un dossier regroupant les données

cumulées a été constitué en 2006. Une réunion spéciale d'experts a été prévue pour 2007 afin de discuter des nouvelles mesures à prendre dans le cadre du projet. Le rapport sur les septième, huitième et neuvième enquêtes doit être publié en 2008;

c) *Recueil européen de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale.* L'Institut a participé, à titre d'observateur et de coordonnateur régional, aux délibérations menées dans le cadre de cette activité entreprise parallèlement aux enquêtes de l'Organisation des Nations Unies sur la criminalité;

d) *Enquête européenne de victimisation.* L'Institut a reçu des fonds de l'Office statistique des Communautés européennes pour étudier la situation actuelle dans le domaine des enquêtes européennes de victimisation et pour élaborer des règles et un module d'enquête de victimisation comparable pour les pays membres. Un rapport sera élaboré en 2007;

e) *Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies.* À la suite d'une réunion d'experts organisée par l'Organisation des Nations Unies à Stadtschlaining (Autriche), du 9 au 12 février 2003, un processus d'élaboration d'instruments permettant de rassembler en temps voulu des informations pertinentes auprès des États Membres concernant leur utilisation des normes des Nations Unies a été lancé avec la participation active de l'Institut. Les travaux sur le premier groupe ont été achevés. Une moitié du deuxième groupe, concernant les questions de prévention de la criminalité, a été traitée par le Gouvernement canadien, le Centre pour la prévention internationale du crime et l'Institut. Un groupe intergouvernemental d'experts s'est réuni du 20 au 22 mars 2006 à Vienne (voir E/CN.15/2007/11). S'agissant de l'autre moitié du deuxième groupe, concernant les normes liées aux questions relatives aux victimes, une réunion préparatoire a été organisée du 2 au 4 octobre et un groupe intergouvernemental d'experts s'est réuni à Vienne du 27 au 29 novembre 2006;

f) *Traite des personnes.* Un projet lancé en 2005 et financé par l'Union européenne vise à identifier la vulnérabilité à la corruption, par la criminalité organisée, des procédés légitimes de contrôle aux frontières liés à l'immigration. Il porte sur les déplacements de personnes depuis la Fédération de Russie vers l'Estonie et la Finlande et les liens éventuels avec la criminalité organisée dans les pays de destination;

g) *Prix de Stockholm de criminologie.* Le ministère suédois de la justice a créé un prix important, le Prix de Stockholm de criminologie, qui sera décerné chaque année à compter de juin 2006. Un colloque scientifique se déroule parallèlement à la cérémonie de remise du Prix. L'Institut a organisé six ateliers et deux réunions de projet, et fourni un appui financier pour la participation de 14 experts au colloque. Des discussions ont lieu actuellement concernant le rôle de l'Institut dans l'organisation de futurs colloques;

h) *Vingt-cinquième anniversaire de l'Institut.* Parmi les manifestations marquant le vingt-cinquième anniversaire de la signature de l'accord portant création de l'Institut, le 23 décembre 2006, il convient de citer une conférence d'anniversaire en octobre 2006, un colloque en janvier 2007 et la parution d'une publication revenant sur les principales activités de l'Institut;

i) *Autres fonctions et tâches:*

i) L'Institut continue d'établir des rapports et d'autres documents destinés à être largement diffusés, et d'attribuer des bourses à de jeunes chercheurs et professionnels européens;



ii) Un des fonctionnaires de l'Institut a été élu président de la Société européenne de criminologie pour 2006-2007 et membre du Conseil d'administration de la Société internationale de criminologie;

iii) Les fonctionnaires de l'Institut continuent de coopérer avec différentes revues scientifiques internationales et sont associés à divers projets d'élaboration de politiques au plan national.

#### **D. Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants**

8. L'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a réalisé les activités suivantes en 2006:

a) *Réadaptation et réinsertion des détenus (Ouganda)*. Le projet "From prison back home", mené par l'Institut en partenariat avec les services pénitentiaires ougandais, s'attaquait aux lacunes du processus de réinsertion. Il visait à permettre aux détenus de retrouver leur dignité et leur confiance tout en réglant les problèmes en suspens entre les prisonniers, leurs victimes et leurs communautés. Le recours à la participation de travailleurs sociaux dans le processus de réadaptation et de réinsertion a constitué une avancée majeure. Le projet, qui fait désormais partie de la formation des gardiens de prison, a fait reculer la récidive et a été adopté comme bonne pratique. Le travail de lutte contre la récidive est accompli en partenariat avec le projet;

b) *Atelier sur les stratégies efficaces de lutte contre la traite de personnes (Nigéria)*. Un projet d'enquête couvrant un certain nombre d'États nigériens a atteint un stade avancé. La collecte de données quantitatives a été menée à terme, mais la collecte de données qualitatives au moyen d'entretiens personnels approfondis et de discussions de groupe s'est poursuivie. Les données qualitatives collectées jusqu'à présent ont permis de mieux comprendre les facteurs qui sont à l'origine de la traite des personnes au Nigéria;

c) *Atelier sur la fraude dans les examens en Ouganda*. Cet atelier a étudié les causes de la fraude généralisée qui nuit aux critères d'efficacité, sape l'état de droit et contribue au développement de la corruption;

d) *Sensibilisation à la cybercriminalité*. Le projet sur la cybercriminalité ciblait les classes moyennes et les jeunes des établissements d'enseignement supérieur qui sont susceptibles d'être victimes de fraude sur le Web;

e) *Atelier sur la criminalistique pour les professionnels*. Un atelier organisé par l'Institut du 29 au 31 janvier 2007 a réuni des scientifiques et des administrateurs en vue de montrer comment les services de détection et de répression pouvaient mener des enquêtes et des poursuites plus efficaces en faisant appel aux connaissances spécialisées, au matériel et aux analyses scientifiques des données disponibles dans les hôpitaux, les universités et les autres établissements locaux;

f) *Système de justice traditionnelle (Gacaca) au Rwanda*. Une étude était prévue pour analyser le système Gacaca, un système alternatif de règlement des conflits utilisé avec succès au Rwanda. On espère que cette étude aidera à remédier aux faiblesses du système et à recenser les éléments positifs qui peuvent être adoptés par d'autres pays d'Afrique sortant d'un conflit;

g) *Reconstruction du site Web de l'Institut.* Il était prévu de relancer le site Web en mettant en place un service avec connexion haut débit et accès sans fil dans les locaux de l'Institut et en publiant régulièrement sur le site des informations concernant les différentes manifestations organisées à l'Institut;

h) *Modernisation de la bibliothèque.* Les ressources de la bibliothèque seront automatisées et un catalogue public accessible en ligne sera créé pour que les États Membres et les organismes homologues puissent le consulter. En outre, un progiciel de dépôt numérique appelé DSpace sera installé pour gérer les collections numériques;

i) *Missions consultatives.* L'Institut a envoyé une mission en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria et au Rwanda pour fournir des services consultatifs à de hauts fonctionnaires et à d'autres parties intéressées.

## **E. Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale**

9. En 2006, le Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale a notamment réalisé les activités suivantes:

a) *Justice réparatrice.* Conformément à la résolution 2004/25 du Conseil économique et social en date du 21 juillet 2004, le Centre a coopéré avec l'ONUDC à l'élaboration d'un manuel sur la justice réparatrice. Ce manuel fait partie d'une série d'outils pratiques destinés à aider les pays à instaurer l'état de droit et à réformer la justice pénale;

b) *Lutte contre la criminalité transnationale organisée.* Dans le cadre d'un partenariat avec la Division des traités de l'ONUDC, le Centre a reçu des fonds du Ministère canadien de la justice pour élaborer une série de projets de principes directeurs pour les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I). Un rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre de cette Convention et la communication de données à ce sujet a été publié en juin 2006. L'objectif était de favoriser une approche du travail de la Conférence des Parties à la Convention fondée sur les connaissances, de fournir une assistance technique aux États parties qui en faisaient la demande et de promouvoir d'une manière générale la mise en œuvre de la Convention partout dans le monde;

c) *Lutte contre la traite des êtres humains.* Les activités menées dans ce domaine étaient notamment les suivantes: communications officielles devant la commission parlementaire chargée d'étudier la traite des êtres humains au Canada; exposé sur les tendances mondiales et les pratiques locales relatives à la traite des êtres humains lors du Forum urbain mondial organisé par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains à Vancouver (Canada) en juin 2006; et organisation, en coopération avec le Collège universitaire de Fraser Valley et l'Université Simon Fraser (école de criminologie), d'un colloque d'une demi-journée sur la coopération internationale en matière de répression et de poursuites et sur la criminalité transnationale, l'accent ayant été mis sur les questions liées à la criminalité organisée et à la traite des êtres humains;

d) *Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.* Le Centre a pris une part active aux réunions du groupe d'experts chargé

d'élaborer un questionnaire sur les règles et normes portant principalement sur les questions relatives aux victimes. Il a contribué à l'organisation d'un voyage d'étude au Canada pour de hauts fonctionnaires vietnamiens, qui portait sur les bonnes pratiques internationales en matière de protection des enfants, les méthodes applicables en matière de justice des mineurs et la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Une attention particulière a été accordée à la manière dont les différentes parties dans les mécanismes de protection des enfants et les systèmes de justice pour mineurs pourraient travailler ensemble dans l'intérêt de l'enfant et à la manière de renforcer au mieux les capacités du Viet Nam aux niveaux du district, de la province et du pays;

e) *Promotion de la réforme de la justice pénale.* Durant la quinzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, le Centre a organisé, en coopération avec l'ONUDC et le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, un atelier sur l'optimisation de l'efficacité de l'assistance technique fournie par les États Membres en matière de prévention du crime et de justice pénale. Les documents et les exposés issus de l'atelier seront distribués à la seizième session de la Commission;

f) Le Centre a organisé, avec l'appui du Gouvernement canadien, une réunion d'experts sur le renforcement de la protection de la collectivité lors de la libération de délinquants détenus. L'objectif de la réunion était d'examiner le processus de libération des délinquants détenus, de recenser les lacunes et de proposer des solutions pour remédier aux faiblesses décelées;

g) *Programmes pour la Chine.* Avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international, le Centre a continué d'appuyer la Chine dans la réforme de son droit pénal et de son système de justice pénale grâce à la mise en œuvre de deux projets, l'un sur l'application des normes internationales dans le domaine de la justice pénale en Chine et l'autre sur la coopération en vue de la réforme du ministère public. Le Centre a aussi lancé un programme pour aider à promouvoir la ratification et l'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dans le pays. Le programme comportera des travaux de recherche, des activités de sensibilisation, des séminaires régionaux et des ateliers internationaux;

h) *Programme relatif à l'administration pénitentiaire.* Ce programme, mené en collaboration avec le Service pénitentiaire canadien, a pour but de promouvoir l'application des normes et principes en matière de droits de l'homme et des autres règles et normes des Nations Unies dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale. En 2006, le Programme a continué à collaborer activement avec la Société chinoise pour les prisons en se concentrant sur l'échange de données d'expérience en matière pénitentiaire entre le Canada et la Chine, y compris en ce qui concerne l'administration pénitentiaire et la mise en place de systèmes correctionnels communautaires. Il a également continué de s'appliquer à travailler avec les pays de l'Afrique subsaharienne. Des communications sur la question de l'augmentation de la population carcérale et de la libération conditionnelle ont été présentées à la dix-neuvième conférence de la Société pour la réforme du droit pénal et à la dix-huitième conférence de l'Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires;

i) *Programme annuel pour les chercheurs invités.* Le Centre a accueilli Seung Joon You, procureur adjoint de district de la République de Corée. M. You restera au

Centre pendant un an pour mener des travaux de recherche sur la réconciliation entre la victime et le délinquant et sur les questions liées à la justice réparatrice;

j) *Cycle annuel de conférences du Ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international.* Vincent Del Buono, Coordonnateur de programme pour le programme sur la sécurité, la justice et la croissance au Nigéria, a été invité à Vancouver pour présenter ses derniers travaux aux étudiants, à la communauté juridique et au grand public. M. Del Buono a parlé de la promotion des droits de la femme par la loi de la charia dans le Nord du Nigéria ainsi que de la pauvreté, de la sécurité et de la croissance du point de vue nigérian.

## **F. Institut australien de criminologie**

10. En 2006, l'Institut australien de criminologie a notamment réalisé les activités suivantes:

a) *Prévention du crime:*

i) L'Institut a fait connaître en novembre 2006 les quatre lauréats des prix annuels australiens pour la prévention du crime et de la violence (on trouvera des renseignements plus détaillés à l'adresse: [www.aic.gov.au/acvpa/2006.html](http://www.aic.gov.au/acvpa/2006.html));

ii) En septembre 2006, l'Institut a fourni un appui opérationnel au sixième colloque annuel du Centre international pour la prévention de la criminalité, organisé à Canberra, auquel neuf pays se sont fait représenter;

iii) En septembre 2006 également, l'Institut a organisé un atelier pour le National Community Crime Prevention Programme du Gouvernement australien, qui a attiré 25 participants venus de tout le pays;

b) *Liens internationaux:*

i) Au cours de l'année, l'Institut a participé à trois réunions techniques portant sur la traite des êtres humains, l'élaboration d'instruments de collecte d'informations sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et sur les questions relatives aux victimes, et il a assisté à la quinzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

ii) Le personnel de l'Institut a présenté des communications lors de plusieurs autres conférences internationales, comme la conférence sur la sécurité en matière d'armes à feu à Christchurch (Nouvelle-Zélande); la réunion annuelle du Homicide Research Working Group à Richmond (États-Unis d'Amérique); la conférence "Fraud, OpRisk and Security World Asia" dans la Région administrative spéciale de Hong Kong (Chine); la réunion du Réseau mondial de bibliothèques de justice pénale à Montréal (Canada); le séminaire sur le jugement des cybercriminels à Bâle (Suisse); le colloque de criminologie à Stockholm; et la conférence "Secure IT" à Singapour;

iii) L'Institut a reçu la visite de représentants d'organismes de justice thaïlandais et organisé trois séminaires pour des visiteurs étrangers sur une série de questions relatives à la criminalité et à la justice;

c) *Renforcement des capacités techniques:*

- i) En janvier 2006, l'Institut a accueilli cinq stagiaires et un boursier de recherche invité de l'Université de Singapour qui ont travaillé sur la cybercriminalité et le cyberterrorisme;
- ii) Dix-huit tables rondes ont été organisées avec des responsables politiques et des praticiens afin d'examiner des questions importantes pour l'action à mener;
- iii) L'Institut a continué de publier *AICrime Reduction Matters*, une publication électronique mensuelle qui donne une vue d'ensemble des concepts élaborés en matière de prévention du crime;

d) *Constitution d'un corpus de données factuelles:*

- i) L'Institut a mené à bien neuf projets de recherche, notamment: élaboration d'un cadre de mesure des résultats pour la détection et la répression des infractions en matière de drogues; activités de recherche-développement en collaboration avec le Bureau pour la prévention du crime d'Australie occidentale; évaluation de l'initiative de responsabilisation des parents en Australie occidentale; analyse de la détention provisoire des mineurs en Tasmanie; évaluation des causes de vols à main armée; cas de violence dans la famille; criminalité ciblant les entreprises dans deux communautés d'appartenance ethnique différente; et enquête sur l'attitude de la collectivité face à la violence contre les femmes. En outre, l'Institut a poursuivi ses cinq programmes de surveillance (homicide, décès en détention, armes à feu, mineurs et consommation de drogues) et publié des rapports importants sur chaque programme;
- ii) Le Fonds pour la recherche en criminologie, qui est géré par l'Institut, a alloué des ressources à trois grands projets de recherche, fait établir trois études et supervisé la réalisation de six projets (pour des informations plus détaillées voir l'adresse: [www.aic.gov.au/crc/](http://www.aic.gov.au/crc/));

e) *Diffusion du corpus de données factuelles:*

- i) L'Institut a continué de faire paraître sa publication bimensuelle *Crime facts info sheets*, qui fournit des données d'actualité sur des recherches récentes, et son bulletin mensuel d'une page *Bushfire arson bulletin*, sur les incendies intentionnels dans le bush australien;
- ii) Le site Web de l'Institut ([www.aic.gov.au](http://www.aic.gov.au)) a continué à servir de mécanisme clef pour la diffusion d'informations avec une moyenne de 36 000 visites par jour. La publication la plus demandée était *Australian crime: facts and figures*, qui fournit tous les ans une vue d'ensemble des tendances en matière de criminalité et de justice ([www.aic.gov.au/publications/facts/](http://www.aic.gov.au/publications/facts/));
- iii) Parmi les autres publications de l'Institut on comptait 12 rapports importants et 24 articles dans sa collection *Trends and issues in crime and criminal justice* ([www.aic.gov.au/publications/tandi/](http://www.aic.gov.au/publications/tandi/)).

## G. Institut supérieur international des sciences criminelles

11. En 2006, l'Institut a mené 30 activités avec plus de 2 300 participants de 47 pays, en coopération avec 34 partenaires, dont des universités et d'autres établissements. Les activités les plus marquantes ont notamment été les suivantes:

a) Un atelier sur le renforcement des capacités judiciaires qui portait principalement sur la participation des victimes à la procédure et sur les réparations accordées aux victimes et auquel ont participé 9 des 18 juges de la Cour pénale internationale;

b) Un cours sur les fondements doctrinaux et les caractéristiques du droit pénal international, suivi par 65 jeunes spécialistes de 39 pays;

c) Une table ronde ayant réuni 25 membres de l'Association internationale de droit pénal pour débattre des défis auxquels le droit pénal international devait faire face; cette table ronde était organisée dans le cadre des préparatifs du congrès prévu à Istanbul en 2009;

d) Un séminaire national italien sur les sciences médico-légales dans les procès pénaux, organisé conjointement avec l'Observatoire permanent de la criminalité organisée et l'Union des chambres pénales;

e) Une assistance technique en faveur de l'Afghanistan, principalement élaborée en coopération avec l'International Human Rights Law Institute de Chicago:

i) *Le renforcement des capacités judiciaires en Afghanistan.* L'Institut a continué de soutenir la reconstruction d'un système de justice pénale viable en Afghanistan en finançant des cours qui ont été suivis par 605 magistrats venus de 34 provinces. Les activités réalisées en 2006, soutenues par l'Italie, la Norvège, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'ONU DC ont porté sur les questions suivantes:

a. Développer la gouvernance au niveau décentralisé (Initiative pour la justice dans les provinces);

b. Renforcer les capacités de lutte contre la drogue (formation avancée pour la police afghane chargée de la lutte contre les stupéfiants);

c. Améliorer le système pénitentiaire (formation du personnel pénitentiaire dans les provinces);

ii) *Autres activités en faveur du système de justice afghan.* Il s'agissait notamment d'une coopération avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'un voyage d'étude en Égypte pour des responsables afghans, dont le but était de présenter des systèmes juridiques bien structurés existant dans le monde arabe, et qui avait été organisé avec l'appui de l'Agency for International Development des États-Unis;

f) *Appui à la reconstruction du système de justice iraquien:*

i) L'Institut a lancé un nouveau projet et organisé trois séminaires de formation pour 155 membres de l'appareil judiciaire iraquien;

ii) Grâce à une collaboration fructueuse avec l'ONU DC, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Mission intégrée "État de droit"

de l'Union européenne pour l'Iraq et l'Office de coopération EuropeAid, le Comprehensive Strategic Plan for Rule of Law and Justice in Iraq (Plan stratégique global au service de l'état de droit et de la justice en Iraq) a financé l'organisation d'une réunion à Amman, d'une réunion à Erbil (Iraq) et de deux réunions à Siracuse (Italie), à l'occasion desquelles 21 experts internationaux ont collaboré avec 44 experts, ministres et hauts responsables iraqiens à l'élaboration d'un plan stratégique intégré visant à consolider l'état de droit et à renforcer le système de justice pénale;

iii) Deux autres séminaires se sont déroulés à Siracuse, l'un sur le rôle de l'appareil judiciaire iraqien dans la révision de la constitution, organisé en coopération avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et le PNUD, l'autre sur la sécurité intérieure, organisé conjointement avec l'International Human Rights Law Institute et le Ministère italien des affaires étrangères;

iv) En coopération avec la Mission intégrée "État de droit" de l'Union européenne pour l'Iraq et le Ministère italien de la justice, l'Institut a organisé deux séminaires de formation sur l'administration de la justice pour 61 agents des services pénitentiaires iraqiens qui ont pu visiter dans ce contexte différents organismes italiens de détection et de répression;

g) *Lutte contre la criminalité organisée et la corruption dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.* En 2006, le Ministère italien de la justice et l'Institut ont été choisis par le ministère public de l'ex-République yougoslave de Macédoine et l'Agence européenne de reconstruction pour réaliser une initiative financée par l'Europe. Le programme de jumelage vise à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité organisée et la corruption et à remanier le cadre législatif afin de tenir compte de l'acquis communautaire. Le programme a été officiellement lancé en décembre 2006 pour une durée de 24 mois;

h) *Assistance technique en faveur de l'Égypte et de la Ligue des États arabes:*

i) Grâce à son nouveau bureau du Caire, l'Institut a réussi à organiser et à accueillir cinq conférences et séminaires consacrés aux droits de l'homme et au droit;

ii) En juin 2006, l'Institut a organisé la dernière étape d'un processus de rédaction au cours duquel des représentants qualifiés de la Ligue des États arabes se sont réunis pour adopter une loi type arabe sur la coopération internationale en matière pénale;

i) L'Institut s'est associé au Fonds monétaire international pour organiser un séminaire de renforcement des capacités en matière de lutte contre le financement du terrorisme, qui s'est tenu à Siracuse (Italie) en mai 2006 et auquel ont participé 28 représentants de 14 pays d'Europe orientale et 8 experts internationaux.

## H. Université arabe Nayef des sciences de sécurité

12. Les principales activités réalisées en 2006 par l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité peuvent être résumées comme suit:

a) *Formation.* L'Université a continué d'organiser des cours de formation spécialisés sur la criminalité transnationale organisée, la lutte contre le terrorisme, la justice réparatrice, la prévention du crime et la justice pénale, dont certains en coopération avec d'autres organismes comme le Ministère français de l'intérieur, l'École de police allemande, la province chinoise de Taiwan, l'UNICEF, le PNUD, l'ONUUDC et l'Organisation internationale de protection civile (OIPC). En 2007 des ateliers seront organisés sur les thèmes suivants: les techniques de lutte contre le terrorisme, avec l'appui et la collaboration du Ministère allemand de l'intérieur; la prévention de la criminalité économique, avec la coopération du Ministère malaisien de l'intérieur; les réfugiés et l'immigration, avec la coopération du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; l'application des normes internationales sur la maltraitance des enfants, avec la coopération de l'UNICEF; les techniques et méthodes de sauvetage et d'évacuation, avec la coopération de l'OIPC; et la protection des installations vitales, avec la coopération du Ministère français de l'intérieur. Par ailleurs, un colloque sur les menaces terroristes sera organisé avec la coopération de l'École de police tchèque;

b) *Travaux de recherche et publications.* Des études sont actuellement effectuées sur le lien entre la corruption et la criminalité organisée. En plus de ses publications périodiques, l'Université a fait paraître plusieurs études sur les questions de sécurité;

c) *Autres activités.* L'Université a continué d'offrir des programmes de troisième cycle pour des étudiants arabes dans le domaine de la criminologie, de la justice pénale, des sciences administratives et des sciences sociales. Elle est un des partenaires scientifiques du Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes et a conclu de nombreux accords de coopération avec d'autres organisations internationales.

## **I. Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis**

13. Le Centre international de l'Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis a été créé en 1997 en réponse à la mondialisation de la criminalité résultant des progrès accomplis en matière de technologie et de communications électroniques. Le Centre travaille à l'élargissement des connaissances grâce à de nombreuses initiatives de recherche et accorde des aides à des institutions ou à des particuliers établis aux États-Unis qui sont susceptibles de nouer des partenariats avec des institutions internationales pour résoudre des questions spécifiques concernant le droit et la criminalité. Les principaux domaines de recherche sont, entre autres, le terrorisme, la traite des êtres humains, la criminalité organisée et la corruption. En 2006, le Centre a notamment réalisé les activités suivantes:

a) *Établissement de partenariats.* Pour mener à bien sa mission, le Centre s'appuie sur des partenariats avec d'autres organismes publics des États-Unis, avec des organismes internationaux de justice pénale et avec des chercheurs d'autres pays. L'Institut a conclu des mémorandums d'accords avec le Ministère israélien de la sécurité publique et avec la Police Scientific Development Branch du Ministère britannique de l'intérieur. En 2006, cinq nouveaux projets ont été financés pour établir des partenariats de recherche sur des thèmes comme le trafic de drogues, la traite des êtres humains et les gangs de jeunes;



b) *Diffusion d'informations.* Le Centre diffuse des informations sur la lutte contre la criminalité à l'échelle internationale grâce à ses publications, à son programme de visiteurs internationaux, à l'échange international de documents et à son site Web ([www.ojp.usdoj.gov/nij/international/welcome.html](http://www.ojp.usdoj.gov/nij/international/welcome.html)). En 2006, il a diffusé sur le Web, en partenariat avec l'Université d'Harvard, une émission consacrée à la traite des êtres humains;

c) *Financement de projets:*

i) Terrorisme:

a. Évaluation des stratégies en matière de défense et de poursuites dans les procès sur le terrorisme: incidences pour l'État et les procureurs fédéraux;

b. Réponse pénitentiaire au terrorisme: stratégies et changements organisationnels;

c. Djihad, criminalité et Internet;

d. Apprentissage organisationnel et extrémisme islamique;

e. Fonctionnement et structure des groupes d'extrême droite;

f. Le terrorisme dans le temps et dans l'espace: inclusion des données spatio-temporelles issues des affaires fédérales de terrorisme dans la base de données du système de ciblage automatisé (automated targeting system);

g. Recrutement de terroristes dans les établissements pénitentiaires américains: étude prospective de groupes confessionnels non traditionnels;

h. Mise à profit de l'exploration de données pour identifier les caractéristiques de la surveillance hostile;

ii) Traite des êtres humains:

a. Étude de cas de la traite des êtres humains: le mouvement transnational des femmes chinoises à des fins de prostitution;

b. Poursuites concernant des affaires de traite des êtres humains: enseignements tirés et meilleures pratiques aux États-Unis et à l'étranger;

d) *Publications.* Voir le site Web de l'Institut ([www.ojp.usdoj.gov/nij/international/welcome.html](http://www.ojp.usdoj.gov/nij/international/welcome.html)).

## J. Centre international pour la prévention de la criminalité

14. En 2006, le Centre international pour la prévention de la criminalité a notamment réalisé les activités suivantes:

a) *Règles et normes en matière de prévention du crime.* En 2006, le Centre était membre du groupe intergouvernemental d'experts convoqué par l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance afin d'élaborer un instrument de collecte d'informations sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime, et d'un groupe d'experts convoqué par le Forum européen pour la sécurité urbaine afin d'élaborer des recommandations internationales sur les audits de sécurité à l'échelon local. En partenariat avec le Centre international pour la réforme du

droit criminel et la politique en matière de justice pénale et d'autres membres constituant le réseau du Programme, le Centre a aidé à organiser l'atelier sur l'optimisation de l'efficacité de l'assistance technique fournie par les États Membres en matière de prévention du crime et de justice pénale, qui s'est tenu durant la quinzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Le sixième colloque annuel du Centre sur la prévention du crime au niveau des collectivités a été accueilli par le Gouvernement australien à Canberra en septembre 2006;

b) *Assistance stratégique et assistance technique.* Le Centre a continué d'étendre son rôle d'assistance technique en Amérique latine et dans les Caraïbes avec des missions à la Barbade, au Brésil, au Chili, en El Salvador, au Mexique, à Sainte-Lucie et à Trinité-et-Tobago. La mise en place d'un observatoire pilote de la criminalité et de la sécurité communautaire pour le Québec a été achevée en 2006, et le programme international triennal d'échange entre les villes de Bordeaux, Liège et Montréal s'est poursuivi. Le Centre a organisé sa première formation internationale sur la prévention du crime à Mont-Tremblant (Canada), en juin 2006;

c) *Échanges d'informations, rapports et publications.* Le Centre a participé au Forum urbain mondial qui s'est tenu à Vancouver (Canada) en juin 2006. Il a organisé un atelier sur la police et la population lors de la conférence sur la sécurité, la démocratie et les villes qui s'est déroulée sous les auspices du Forum européen pour la sécurité urbaine à Saragosse (Espagne) en novembre 2006, et a participé à des manifestations sur la prévention du crime en Afrique du Sud, en Allemagne, en Australie, à la Barbade, en Belgique, au Brésil, au Canada, au Chili, en El Salvador, en Espagne, en France, au Guatemala, au Mexique, en Norvège, à Sainte-Lucie et à Trinité-et-Tobago. Un bulletin international en ligne consacré aux populations autochtones et à la prévention du crime, de même qu'un guide de bonnes pratiques ont été lancés en s'appuyant sur le réseau d'échange virtuel géré par le Centre. Le site Web du Centre ([www.crime-prevention-intl.org](http://www.crime-prevention-intl.org)) continue d'offrir des outils et des ressources sur la prévention du crime et un bulletin mensuel d'information électronique;

d) *Plan de travail pour 2007.* Le plan de travail pour 2007 comprend notamment les éléments suivants: préparation d'un séminaire sur le maintien de l'ordre en Afrique australe; colloque sur la prévention du crime à Oslo; observatoires de la criminalité et de la sécurité publique ainsi que des activités de réinsertion dans la communauté; travaux sur la criminalité urbaine, les gangs de jeunes, les écoles, la sécurité des femmes, le secteur privé, les communautés autochtones et les tendances internationales de la prévention du crime; et guides et rapports sur l'espace public, les drogues et les professions associées à la sécurité collective.

## **K. Institut d'études sur la sécurité**

15. En 2006, l'Institut d'études sur la sécurité a mené les activités suivantes en matière de prévention du crime et de justice pénale:

- a) *Criminalité et sécurité humaine:*
  - i) Effectué des recherches sur la traite des êtres humains et le rôle des dirigeants traditionnels dans l'administration de la justice et la prévention du crime en Afrique du Sud;

- ii) Publié la revue *SA Crime Quarterly* et organisé régulièrement des séminaires et des séances d'information pour les dirigeants et les décideurs;
  - iii) Suivi et analysé les tendances de la criminalité et de la justice en Afrique du Sud;
- b) *Lutte contre la corruption:*
- i) Accueilli un séminaire sur le pillage des ressources naturelles en Afrique australe;
  - ii) Hébergé le site Web "Southern African Internet portal on corruption" ([www.ipocafrika.org](http://www.ipocafrika.org)) et publié des articles et des rapports sur un grand nombre de sujets liés à la corruption en Afrique australe;
  - iii) Publié des manuels à l'intention des législateurs et des praticiens contenant une analyse comparative du Protocole contre la corruption de la Communauté de développement de l'Afrique australe et des législations nationales d'Afrique du Sud, de Madagascar, du Malawi, de Maurice, de Namibie, de la République-Unie de Tanzanie, du Swaziland, de Zambie et du Zimbabwe;
- c) *Lutte contre le terrorisme:*
- i) Accueilli un séminaire régional à Dar es-Salaam sur la perception du terrorisme en Afrique et un autre à Johannesburg sur l'élaboration d'une vision africaine dans le débat sur le terrorisme international;
  - ii) Joué le rôle d'agent d'exécution du Programme de renforcement des capacités contre le terrorisme de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à Addis-Abeba;
  - iii) Publié un numéro de sa revue trimestrielle *African Security Review* consacré principalement au terrorisme en Afrique; publié également des articles, des monographies, des bulletins d'information électroniques et des contributions en ligne sur différents sujets liés au terrorisme;
- d) *Armes légères:*
- i) Entrepris des activités sur le terrain pour examiner la complexité des conflits armés et du désarmement dans les pays d'Afrique centrale;
  - ii) Participé à la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects qui s'est déroulée à New York en juin 2006;
  - iii) Organisé une conférence régionale intitulée "Driving change: firearms policy for safer societies" (Changer la politique des armes à feu pour bâtir des sociétés plus sûres), qui s'est tenue avant la huitième Conférence mondiale sur la prévention des traumatismes et la promotion de la sécurité;
- e) *Lutte contre le blanchiment d'argent:*
- i) Accueilli des ateliers régionaux sur le blanchiment d'argent au Botswana et la République-Unie de Tanzanie;

- ii) Organisé une table ronde au Botswana, au Malawi, au Mozambique et en Afrique du Sud avec des experts du blanchiment d'argent et des "acteurs" chargés d'exposer le problème;
- iii) Réalisé deux enquêtes sur le blanchiment d'argent dans les pays d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est;
- iv) Publié des bulletins électroniques, des articles et des monographies sur le blanchiment d'argent en Afrique australe et en Afrique de l'Est;
- f) *Lutte contre la criminalité organisée:*
  - i) Organisé un atelier à Johannesburg pour des partenaires venus de pays d'Afrique australe afin de promouvoir la ratification et l'application de la Convention contre la criminalité organisée;
  - ii) Demandé à huit pays d'Afrique australe d'établir des rapports nationaux sur le processus de mise en œuvre de la Convention contre la criminalité organisée;
- g) *Publications et site Web.* L'Institut a fait paraître un grand nombre de publications, qui peuvent toutes être consultées sur son site Web ([www.issafrica.org](http://www.issafrica.org)).

## **L. Institut coréen de politique en matière de justice pénale**

16. Les principales activités réalisées par l'Institut (dénommé précédemment Institut coréen de criminologie) pendant la période examinée étaient notamment les suivantes:

- a) *Séminaires et conférences:*
  - i) Le premier colloque international d'Asie de l'Est sur la réforme du système de justice pénale, tenu en janvier 2006;
  - ii) Un séminaire sur la politique en matière de justice pénale, concernant plus précisément la peine de mort, tenu en mai 2006;
  - iii) Un séminaire sur les mesures législatives contre le financement du terrorisme, tenu en septembre 2006;
  - iv) Un séminaire sur la création d'un fonds pour les actifs saisis, tenu en novembre 2006;
  - v) Un séminaire sur le droit pénal, la technologie et la mondialisation, tenu en novembre 2006;
- b) *Lutte contre la criminalité liée aux technologies de pointe et à l'informatique:*
  - i) L'Institut a organisé à Séoul, en juin 2006, la première réunion du groupe d'experts sur la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité;
  - ii) Il a organisé à Gyeongju (République de Corée), en novembre 2006, la réunion du comité directeur de la deuxième réunion du groupe d'experts sur la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité;
  - iii) Il a publié en juin 2006 le rapport final de la première réunion du groupe d'experts sur la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité;

c) *Publications*. En 2006, l'Institut a publié des travaux de recherche et des études sur la politique en matière de justice pénale dans la société à venir; la réforme du code pénal: dispositions générales; la réforme du code pénal: procédure pénale; la réforme du système de justice pénale; la réforme du système pénitentiaire; les questions juridiques en Asie du Nord-Est; le réseau d'experts de la politique en matière de justice pénale; les drogues et la criminalité organisée; ainsi que la justice pénale et la justice réparatrice;

d) *Lutte contre la victimisation des transfuges de la République populaire démocratique de Corée*. En 2006, l'Institut a entrepris un nouveau projet de recherche sur la victimisation des transfuges de la République populaire démocratique de Corée.

#### IV. Activités du Conseil consultatif scientifique et professionnel international

17. En 2006, le Conseil consultatif scientifique et professionnel international a poursuivi, en étroite coopération avec l'ONUUDC, ses activités relatives à la prévention du crime et à la justice pénale.

18. Le Conseil a tenu sa conférence annuelle à Courmayeur (Italie) en décembre 2006 sur le thème "The United Nations Convention against Corruption as a way of life" (La Convention des Nations Unies contre la corruption: un mode de vie). La conférence avait pour objet d'étudier divers moyens, notamment la mise en place de partenariats, pour intégrer la Convention dans les activités quotidiennes. À cet égard, elle a donné aux représentants des gouvernements, des organisations multilatérales, des médias, de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé l'occasion de participer à un dialogue approfondi sur la manière dont ils pouvaient utiliser la Convention pour lutter efficacement contre la corruption.

19. En marge de sa conférence annuelle, le Conseil a accueilli la réunion de coordination pour 2006 du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

20. En 2006 le Conseil a notamment fait paraître *Measuring human trafficking complexities and pitfalls*, les actes de sa conférence internationale de 2005, et son bulletin d'information trimestriel, publié en coopération avec l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité.

21. Le site Web du Conseil ([www.ispac-italy.org](http://www.ispac-italy.org)) a reçu plusieurs centaines de demandes de renseignements chaque mois. Il recense les organisations non gouvernementales, les experts, les organismes privés et les établissements universitaires qui s'occupent de la prévention du crime et de la justice pénale, ainsi que les publications pertinentes des Nations Unies ou autres. Une section spéciale fournit des informations actualisées sur les préparatifs du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

22. Le Conseil a mené à bien deux projets de recherche en 2006:

a) *Sûreté et sécurité dans un contexte régional: études de cas*. Les recherches ont montré comment on pouvait passer d'une explication théorique de la sécurité urbaine à un système intégré de variables pouvant servir à s'attaquer concrètement aux différents aspects du problème. Un ensemble de techniques d'analyse quantitative et

qualitative et une étude détaillée des sources disponibles ont permis d'analyser l'évolution de la sécurité urbaine dans trois villes de Lombardie (Bergame, Milan et Varèse), et de mettre ainsi en évidence les thèmes essentiels que toute politique de sécurité devait traiter;

b) *Opérations de maintien de la paix et justice pénale, en particulier en ce qui concerne les systèmes pénitentiaires.* Ce projet a permis de remanier le Manuel Luigi Daga de formation du personnel pénitentiaire au vu de l'implication de plus en plus importante des programmes des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale dans les opérations de maintien de la paix. Le manuel original, élaboré par le Conseil pendant de nombreuses années, a été distribué aux professionnels des services pénitentiaires, aux experts des droits de l'homme, à des universitaires et à des formateurs dans plusieurs pays pour examen; en outre, les plans des cours du manuel ont été étudiés par des juristes et des experts du droit international pour s'assurer de leur conformité, quant au fond et à l'esprit, à toutes les règles pertinentes des Nations Unies et autres règles internationales. Le manuel de formation actualisé a été publié sur le site Web du Conseil pour que le personnel des services pénitentiaires du monde entier puisse l'utiliser.

---